Initiative Léonore Porchet et consorts – Pas de nouveaux allègements en matière d’exportation de matériel de guerre

Texte déposé

La Loi fédérale sur le matériel de guerre prévoit que l’exportation de matériel de guerre est autorisée si elle ne contrevient pas au droit international et n’est pas contraire aux principes de la politique étrangère de la Suisse et à ses obligations internationales (article 22).¹ L’ordonnance sur le matériel de guerre indique pour sa part que la conclusion de contrats n’est pas accordée « si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international ; si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l’homme ; s’il y a de forts risques que, dans le pays de destination, le matériel de guerre à exporter soit utilisé contre la population civile ».²

Malgré ces dispositions légales et réglementaires strictes, les entorses en faveur de l’industrie de l’armement suisse sont récurrentes. En 2017, la Suisse a exporté pour plus de 87 millions de francs d’armement en Thaïlande, alors que ce pays est traversé par un conflit armé interne. Rebelote avec la Turquie, pays impliqué dans le conflit en Syrie et dans lequel les droits humains sont bafoués : en 2017, le volume d’exportation d’armes suisses vers ce pays a été multiplié par 13 par rapport à l’année précédente.³ Parmi les bons clients de la Suisse figurent également la Chine et les Etats-Unis, des puissances connues respectivement pour leurs interventions dans des conflits armés et leur piètre respect des droits humains.

Les dispositions légales et réglementaires sur l’exportation d’armes ont été assouplies à plusieurs reprises ces dernières années. Lors de la séance de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats, du 1^{er} février 2018, le Département fédéral de l’économie, de la formation et de la recherche (DEFR) et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) ont annoncé une révision de l’Ordonnance sur le matériel de guerre, pour autoriser notamment des exportations vers des pays en guerre. Le Conseil fédéral a pris, le 15 juin 2018, la décision de principe d’assouplir cette ordonnance, notamment en autorisant l’exportation vers des pays en conflit armé interne.

Ce projet d’assouplissement de l’Ordonnance sur le matériel de guerre en autorisant notamment des exportations vers des pays en guerre est inacceptable. Une telle pratique constitue une atteinte grave et directe à la tradition humanitaire de la Suisse. Elle est incompatible avec notre politique de neutralité et entre en contradiction avec les engagements internationaux pris par la Suisse, notamment le Traité sur le commerce des armes. Entré en vigueur en 2015, pour la Suisse, ce dernier prévoit l’interdiction de transfert d’armes lorsqu’il existe un risque important de violations graves des droits humains ou du droit international humanitaire.⁴

Rappelons enfin qu’en août 2009, le Conseil fédéral avait complété l’ordonnance par les critères d’exclusion clairs qu’il remet potentiellement en question aujourd’hui (notamment l’interdiction d’exportation si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international, susmentionné), affirmant que ceux-ci rendaient inutile l’initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) pour l’interdiction d’exporter du matériel de guerre.

Afin qu’on ne retrouve pas d’armes suisses au sein de conflits armés et considérant :

¹ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19960753/index.html#a22>

² <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19980112/index.html#a5>

³ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20185058>

⁴ <https://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/exterieure/economique-exterieure/materiel-guerre/traite-commerce-armes-ratification>

- la volonté du Conseil fédéral de réviser l’Ordonnance sur le matériel de guerre, pour autoriser notamment des exportations vers des pays impliqués dans des conflits armés, annoncée dans le cadre de la séance de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats du 1er février 2018 et décidée le 15 juin 2018 ;
- la tradition humanitaire et la politique de neutralité de la Suisse ;
- les engagements internationaux pris par la Suisse, notamment le Traité sur le commerce des armes ;
- l’argumentation utilisée lors de la campagne sur l’initiative pour l’interdiction d’exporter du matériel de guerre, assurant que des critères d’exclusion clairs étaient justement prévus,

les député-e-s soussigné-e-s demandent au canton de Vaud d’exercer son droit d’initiative cantonale auprès de l’Assemblée fédérale, en application de l’article 109, alinéa 2, de la Constitution vaudoise. L’initiative cantonale a la teneur suivante :

Le canton de Vaud demande à l’Assemblée fédérale, au besoin par une modification législative, de faire en sorte que le Conseil fédéral renonce à assouplir les conditions d’exportations d’armes dans l’Ordonnance sur le matériel de guerre, en particulier concernant les pays impliqués dans des conflits armés.

Lausanne, le 19 juin 2018.

Prise en considération immédiate.

*(Signé) Léonore Porchet
et 52 cosignataires*

Développement

Mme Léonore Porchet (VER) : — La Loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) indique que si les pays de destination des exportations de matériel de guerre sont impliqués dans un conflit armé interne ou international, si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits de l’homme, s’il y a des forts risques que le matériel de guerre à exporter soit utilisé contre la population civile dans le pays de destination, la Suisse interdit l’exportation de matériel de guerre.

Cela a l’air assez strict, mais c’est pourtant déjà mis à mal puisque la Suisse exporte pour des millions de francs d’armement en Thaïlande alors que ce pays connaît un conflit armé interne, en Turquie, en Chine, aux Etats-Unis, en Arabie Saoudite, dans les Emirats arabes unis, etc. Alors même que la disposition, théoriquement assez stricte, est déjà mise à mal, le Conseil fédéral et la commission chargée d’examiner la proposition ont pris la décision de principe d’assouplir l’Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG), notamment en autorisant l’exportation vers des pays en conflit armé interne. Je tiens à rappeler que les conflits internes sont la première cause de détérioration de la paix dans le monde ; ce n’est pas une brouille !

Le projet d’assouplissement de l’OMG est inacceptable parce qu’il constitue une atteinte grave et directe à la tradition humanitaire de la Suisse. Il est par ailleurs incompatible avec notre politique de neutralité. En effet, comment imaginer que la Suisse puisse officier en tant que médiateur — un rôle dont nous sommes pourtant fiers — après avoir vendu des armes à l’une des parties ? Rappelons aussi que, en août 2019, le Conseil fédéral avait complété l’ordonnance par les critères d’exclusion clairs que j’ai énoncés tout à l’heure, cela notamment afin de rendre inutile l’initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) demandant l’interdiction d’exporter du matériel de guerre. Pour rappel, le canton de Vaud a été le troisième canton à soutenir le plus fortement l’initiative. C’était pour répondre à cette initiative que le Conseil fédéral avait modifié l’ordonnance en la rendant plus stricte, mais il essaye maintenant de la « détricoter » complètement !

Pour justifier un assouplissement, le Conseil fédéral développe des arguments économiques qui ne tiennent pas la route. Je rappelle que, dans le monde économique suisse, l'exportation des armes de guerre ne représente que 0,15 % du total de nos exportations. Mais malgré l'ordonnance considérée trop stricte par le Conseil fédéral, le chiffre d'affaire des entreprises exportant du matériel de guerre a explosé de plus de 8 % l'année dernière ! Dans le même temps, le salaire du patron de Ruag a augmenté très considérablement, de plusieurs millions de francs. On ne peut donc pas parler d'une industrie qui souffre de l'économie, mais ce sont pourtant les arguments économiques avancés par le Conseil fédéral.

Considérant tous ces points, les députés soussignés demandent au canton de Vaud d'exercer son droit d'initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale. J'ai corrigé le texte qui a désormais la teneur suivante : « Le canton de Vaud demande à l'Assemblée fédérale, au besoin par une modification législative, de faire en sorte que le Conseil fédéral renonce à assouplir les conditions d'exportation d'armes dans l'Ordonnance sur le matériel de guerre, en particulier concernant les pays impliqués dans des conflits armés. » Nous demandons aujourd'hui la prise en considération immédiate de cette initiative, car il y a urgence. En effet, le sujet est en traitement aux Chambres fédérales et la commission a déjà soutenu la proposition du Conseil fédéral. Je vous invite donc à rejoindre le large front romand du parlement qui demande au Conseil fédéral de ne pas modifier l'OMG. En effet, cette modification risquerait d'amener des armes suisses dans des conflits internes et donc de placer directement des victimes civiles sous le tir de balles suisses. Comme l'a dit un ancien conseiller fédéral : « Refuser l'exportation d'armes vers des zones de conflit est une question de valeurs essentielles. » Je fais appel aux mêmes valeurs humanistes et de responsabilité que cet homme de droite, un libéral et bon connaisseur du terrain : je fais bien entendu référence à M. Didier Burkhalter.

La discussion est ouverte.

M. Alexandre Démétriadès (SOC) : — Il s'agit d'envoyer un message à la Berne fédérale et au Conseil fédéral. Trois enjeux ont justifié le fait que je sois cosignataire de cette initiative et que le groupe socialiste la soutienne.

1. Le premier enjeu est l'honnêteté. Comme l'a évoqué Mme Porchet, en 2009, lors de la votation populaire sur l'interdiction de l'exportation du matériel de guerre — une initiative du GSSA — les autorités fédérales et le secteur de l'armement ont balancé à longueur de journée des arguments pour dire que le commerce des armes que développerait la Suisse serait un commerce éthique — si l'on peut dire — qui n'impliquerait pas des pays en conflit armé, que ce soit au niveau international ou sur le plan interne.
2. Deuxièmement, il existe un enjeu éthique fondamental. Les propos de M. Burkhalter se suffisent à eux-mêmes, car aucune raison économique ne justifie que nos armes se trouvent entre les mains de pays impliqués dans des conflits armés internes ou internationaux, ou comme souvent entre les mains de dictateurs de pays peu ou pas démocratiques. On peut aussi parler du Yémen et de la Thaïlande et pour d'autres sensibilités politiques, on pourrait imaginer le cas d'exportations d'armes vers le Venezuela, ce qui choquerait probablement plusieurs d'entre vous.
3. Enfin, le dernier enjeu — beaucoup plus pragmatique et réaliste, en termes de relations internationales — s'explique par le fait que l'assouplissement fait partie d'un ensemble de positions prises ces derniers temps au niveau fédéral, au sein du Conseil fédéral et qui menacent potentiellement le rôle que la Suisse joue au niveau international depuis nombre d'années. Il s'agit évidemment de la tradition humanitaire de la Suisse, mais on parle aussi de sa crédibilité dans ses relations économiques et financières. En effet, même si c'est peut-être cynique, la Suisse doit aussi la qualité de sa place économique et financière au rôle qu'elle a joué pour contribuer à la paix dans plusieurs zones du monde et au rôle d'intermédiaire qu'elle a pu jouer entre des Etats eux-mêmes en conflit. Cet enjeu dépasse largement le clivage partisan ; il concerne les intérêts politiques et économiques de la Suisse.

Il s'agit maintenant d'envoyer un message et j'estime que notre canton a non seulement le droit de le faire, mais de plus que c'est une démarche parfaitement légitime. En effet, notre canton a tout intérêt à ce que la Suisse garde sa place sur la scène internationale.

M. Hadrien Buclin (EàG) : — Le groupe Ensemble à Gauche soutient bien entendu la démarche initiée par notre collègue Léonore Porchet. La plupart des arguments ayant déjà été énoncés, je ne serai pas trop long. Je rappelle simplement que la décision des autorités fédérales augmente fortement le risque que des armes produites en Suisse soient impliquées dans des conflits meurtriers, comme celui du Yémen où l'Arabie Saoudite est impliquée. Cet été, nous avons encore vu des crimes de guerre commis par l'Arabie Saoudite et notamment le bombardement d'un bus d'écoliers où plusieurs enfants ont trouvé la mort. L'enjeu consiste à éviter que des armes produites en Suisse ne soient utilisées pour des crimes de guerre, commis en Arabie Saoudite ou ailleurs, comme aussi de ne pas bafouer les promesses faites à la population lors de la votation de 2009 sur l'initiative concernant l'exportation de matériel de guerre.

Les initiatives prises dans les parlements cantonaux sont d'autant plus utiles que, pour la modification d'une ordonnance, il n'est pas possible de saisir un référendum, puisqu'il ne s'agit pas d'une modification de loi. La mobilisation citoyenne, notamment dans les parlements cantonaux, est donc d'autant plus bienvenue que le corps électoral ne peut pas se prononcer contre la décision des autorités fédérales. Pour toutes ces raisons, nous vous invitons à soutenir la présente initiative.

M. Pierre Zwahlen (IND) : — Notre collègue Léonore Porchet l'a dit tout à l'heure : un tel assouplissement n'aurait pas pu être envisagé au Conseil fédéral l'an dernier encore. En tant que ministre des Affaires étrangères, M. Didier Burkhalter s'y serait opposé. Il est vrai que la Suisse est l'un des pays qui appartiennent au top 15 des pays exportateurs d'armes. Si la communauté internationale tolère cette situation — pourtant étrange en regard de la neutralité helvétique — c'est parce que, jusqu'à aujourd'hui, la Suisse respecte ses engagements internationaux, notamment sur le commerce et le trafic des armes. En l'occurrence, la disposition envisagée par le gouvernement suisse franchit la ligne rouge : il s'agit d'exporter des armes également dans des pays en guerre.

Des exemples ont été donnés, et j'aimerais en souligner un, parce que je crois qu'il peut parler à nos sens ou à notre cœur. Vous avez vu dans l'actualité comment des Kurdes se sont engagés sur le terrain pour battre Daech en Syrie. Ils sont allés sur le terrain, alors que les alliés occidentaux se contentaient de bombarder depuis les airs, et ainsi ont permis un recul massif et substantiel des criminels. Depuis lors, la Turquie s'est retournée contre les Kurdes au nord de la Syrie. A son tour, elle les a poursuivis, attaqués, voire massacrés. Pensez-vous que cela devrait être commis avec des armes portant le label de notre pays ? Non, il faut être clairs ; il faut appliquer des valeurs de paix, de dialogue que porte le pays depuis des décennies et savoir s'arrêter. Le sens de l'initiative développée par notre collègue doit être clairement soutenu par cette assemblée.

M. Philippe Jobin (UDC) : — Je peux comprendre la demande de Mme Porchet, mais j'aimerais apporter quelques arguments qui me paraissent importants, même s'ils détonnent avec ce que l'on a entendu. La Commission de la politique de sécurité du Conseil national, par 13 voix contre 8 et 3 abstentions, a accordé au Conseil fédéral l'autorisation de procéder à la révision de l'OMG. La majorité de cette commission a estimé que la révision proposée répondait aux principes énoncés dans la LFMG.

J'aimerais aussi préciser que l'armée a impérativement besoin des connaissances techniques correspondantes, ainsi que d'une base technologique industrielle en état de fonctionner. C'est extrêmement important pour notre pays. Pour la sécurité des citoyennes et des citoyens suisses, il est également indispensable d'adapter les critères d'autorisation. Avec cette révision, à l'heure actuelle, la Suisse reste encore plus stricte que l'Union européenne. Je pense qu'au niveau fédéral, il existe suffisamment de garde-fous pour éviter les bémols. Par ailleurs, des places de travail sont en jeu et ce motif me paraît important. A nouveau, je comprends tout à fait que Mme Porchet souhaite défendre sa position, mais étant donné les arguments avancés, nous refuserons le soutien à son initiative.

Mme Claire Richard (V'L) : — Les Vert'libéraux ont cosigné cette initiative car ils estiment que, pour un Etat de droit tel que la Suisse, il est irresponsable de décider sciemment de prendre le risque de voir des armes fabriquées par notre pays utilisées dans un conflit armé, qu'il soit militaire ou civil, interne ou international.

Une économie libérale offre certes la liberté de commercialiser ses produits ou services, mais en contrepartie de cette liberté, elle a aussi la responsabilité de l'usage qui sera fait de ses produits ou prestations, a fortiori lorsqu'on parle d'une entreprise d'Etat.

Par ailleurs, nous constatons que le Conseil fédéral revient, au moins potentiellement, sur une décision précédente limitant l'exportation d'armes. Les critères d'exclusion qu'il avait développés à l'époque avaient mené au rejet de l'initiative du GSSA pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. Alors, qu'on aime ou n'aime pas le GSSA est un autre problème, mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'est pas correct de revenir unilatéralement sur des engagements précédents.

Enfin, personne ne remet en question les besoins de sécurité de notre pays ni l'existence de son armée, mais la décision prise par le Conseil fédéral afin de protéger ou de sauver quelques emplois en Suisse met en avant l'intérêt d'un tout petit pan de notre économie au détriment de vies humaines dans d'autres pays. Et cela, ce n'est pas responsable !

Dès lors, le groupe vert'libéral soutient l'initiative Léonore Porchet afin d'inciter les Chambres à intervenir auprès du Conseil fédéral pour tenter d'infléchir une position d'assouplissement particulièrement étonnante face au statut de neutralité de notre pays. Nous vous invitons à faire de même et vous remercions de votre attention.

M. François Cardinaux (PLR) : — Malheureusement, jusqu'à maintenant je n'ai entendu que des sentiments. Or, notre Conseil national et notre Conseil fédéral ont procédé à une analyse et réfléchi d'une manière plus pointue. Par conséquent, je comprends, mais je ne peux pas soutenir l'idée de dire que le canton de Vaud sache mieux qu'eux. Adressons-nous à nos conseillers nationaux et à nos conseillers fédéraux : c'est à Berne que l'on doit discuter de cela et pas dans ce plénum.

M. Axel Marion (AdC) : — Notre groupe rejoindra les conclusions de Mme Porchet et des différents groupes qui se sont ralliés à son texte. Nous considérons également que l'évolution proposée par la Berne fédérale dans ce dossier ne va pas dans le sens de l'Histoire ni dans le sens des droits humains. Monsieur Cardinaux, j'estime que nous avons aussi le droit de faire appel aux sentiments au moment où nous travaillons sur des dossiers politiques. Nous pourrions également avancer comme argument que, dans un système compétitif et libéral au niveau international, la Suisse aurait sans doute plus à gagner à renforcer son image de plate-forme internationale, avec la Genève internationale et toutes les organisations dont nous profitons. Je ne suis pas sûr qu'une évolution de ce type aille dans le sens d'un renforcement de l'image qui permettrait à la Suisse d'en tirer les fruits, alors que ces fruits sont certainement plus propices, à long terme, que l'industrie de l'armement, quand bien même les dispositions actuelles permettent malgré tout d'exporter de l'armement vers des pays « sûrs ».

J'aimerais conclure en revenant sur une remarque de notre collègue Pierre Zwahlen qui indiquait que certaines guerres sont légitimes. Si je vous ai bien compris, monsieur Zwahlen, si nous avons confié des armes aux Kurdes contre Daech, le problème n'aurait pas été posé de la même manière, puisque le conflit aurait été louable. Nous devons être vigilants et rappeler que certaines guerres peuvent être légitimes, mais il faut faire la part des choses et nous sommes néanmoins d'avis que cette évolution n'est pas souhaitable. Par conséquent, nous soutiendrons l'initiative Léonore Porchet.

M. Hadrien Buclin (EàG) : — J'aimerais brièvement répondre à un argument souvent énoncé par le lobby de l'armement et évoqué dans ce parlement par M. Jobin : l'exportation d'armes serait nécessaire pour maintenir le niveau technologique de l'armée suisse. Cela me fait toujours un peu sourire d'entendre cet argument : en quoi l'exportation de grenades à main ou de mitraillettes en Arabie Saoudite ou en Thaïlande permet-elle de maintenir le niveau technologique de l'armée ? J'ai peine à le comprendre,

sachant qu'aujourd'hui, la plupart des armements sophistiqués de l'armée suisse sont importés : les chars d'assaut sont importés d'Allemagne et les jets de combat sont achetés aux Etats-Unis. Je ne pense pas que ce soit la vente de quelques millions de grenades à l'Arabie Saoudite qui permette à l'armée suisse de rester à la pointe.

J'aimerais aussi rappeler que la principale entreprise dans le secteur de l'armement, Ruag, est aux mains de la Confédération. Cette dernière pourrait parfaitement donner des impulsions pour développer d'autres sortes de productions, comme par exemple des ambulances et des véhicules de transport sophistiqués, ou le développement d'une expertise en matière de catastrophes naturelles ou climatiques. Selon moi, la Suisse peut apporter des éléments technologiques qui concernent des questions de sécurité à l'exportation, sans devoir vendre 1 ou 2 millions de grenades supplémentaires à l'Arabie Saoudite tout en connaissant le risque élevé que ces grenades soient employées contre des populations civiles, notamment au Yémen.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : — Il est toujours dangereux, dans ce domaine comme dans bien d'autres, de « bipolariser » entre les bons et les mauvais, entre les humanistes et les va-t-en-guerre, comme il est également discutable de prendre à témoin tel peuple et de lui faire dire ce que l'on voudrait qu'il dise. Il a été fait mention des Kurdes, or il y a trois ou quatre ans, dans un reportage de la RTS, nous avons vu une lapidation en direct filmée par un téléphone portable : vous voyez que l'on peut faire dire ce que l'on veut aux Kurdes. Les Romains disaient : *Si vis pacem, para bellum*. Cela signifie que produire des armes, c'est être toujours prêts, tout en espérant tout mettre en œuvre pour n'avoir jamais à s'en servir. On pourrait étendre cela aux services de santé, aux pompiers, à la police... Le fait de ne pas produire, de ne pas vendre, de ne pas avoir ou de ne pas développer n'est pas, en soi, une garantie que les choses iront mieux dans le monde.

On a pris l'Histoire à témoin. Mais qu'est-ce que l'Histoire ? Est-ce une future guerre sans soldats, avec des drones ? Ou alors les équipages des porte-avions américains, qui comportent 70 % de licenciés universitaires ? Le Vietnam nous a montré qu'avec des moyens que nous qualifierons de primitifs, un peuple décidé a tenu tête à la première puissance mondiale. On l'a vu également en Afghanistan. Je crois qu'il est dangereux d'essayer de refaire le monde, mais surtout d'opposer les uns aux autres.

Pour terminer je dirai que faire de la politique-fiction fédérale, en disant que si nous avions l'ancien conseiller fédéral au lieu de l'actuel, le collège fédéral aurait pris une autre décision... cela me paraît assez spéculaire et discutable. Je ne voudrais pas céder à la facilité et m'acheter une conscience à relativement bon marché en transmettant cette initiative avec enthousiasme. Je ne parle pas des postes de travail et cela m'est facile car cela ne me concerne pas, mais avec certaines cautions je crois qu'une industrie d'armement qui exporte une partie de technologie n'est pas incompatible avec la vocation de notre pays : un pays politiquement neutre, mais qui propose ses bons offices, que ce soit par ses orientations diplomatiques ou par la Croix-Rouge. Nous ne sommes pas dans un monde idéal. De part et d'autre, je crois qu'il faut avoir le sens de la modestie et qu'il ne faut pas trop secouer la fourmilière.

M. Philippe Jobin (UDC) : — Je ne sais pas dans quelle arme M. Buclin a pratiqué son armée, pour autant qu'il ait effectué son service militaire, mais en ayant servi mon pays au travers de celle-ci, j'ai pu constater une évolution constante des techniques apprises : il n'y a pas que les grenades à main, il y a aussi bien d'autres choses. Je rappelle également que la majorité de la commission indique que les modifications voulues au niveau fédéral sont compatibles avec les engagements internationaux de la Suisse et, en particulier, avec le droit de la neutralité, avec les principes de la Suisse en matière de politique étrangère et avec sa tradition humanitaire. J'espère que M. le conseiller d'Etat pourra appuyer mes propos.

M. François Pointet (V'L) : — Pour prendre un autre axe et soutenir la position des Vert'libéraux, je tiens à revenir sur certains points qui concernent la défense de notre pays, notre souveraineté et les valeurs qui nous maintiennent unis. Evidemment, je ne vous cacherai pas que la citation du GSSA dans le texte de cette initiative me donne des boutons, mais notre défense nationale vaut bien plus qu'une réaction épidermique ! Notre défense nationale repose sur l'armée, sur la Protection civile (PCi) et sur

l'approvisionnement économique... Il n'y a là rien de bien révolutionnaire, c'est de la stratégie. Mais elle repose aussi sur notre diplomatie et notre neutralité. Ces éléments participent de manière non négligeable à notre capacité à traverser les tensions et les conflits, sans trop de dégâts et ils nous permettent aussi d'offrir nos bons offices. Livrer des armes à des pays en guerre, qu'elle soit interne ou externe, est non seulement discutable éthiquement, mais surtout cela affaiblit notre neutralité et donc la défense de notre pays. C'est afin de conserver une défense forte — et uniquement pour cela — que je soutiendrai cette initiative.

M. Jean Tschopp (SOC) : — Un argument n'a pas été suffisamment invoqué dans ce débat : celui de la position de la Confédération à l'étranger. On accorde assez peu de poids aux opportunités offertes par la neutralité permanente de la Suisse sur la scène internationale, en particulier en Afrique et en Asie. Cet engagement lui donne pourtant un avantage comparatif, par rapport à d'autres Etats ; c'est indéniable en termes de négociations et en termes de bons offices, qui ont fait la réputation et le succès de la diplomatie suisse. La Suisse est aussi un Etat qui n'a pas eu de colonies et, de ce fait, elle a donc une réputation et une expertise souvent reconnues dans ce domaine, en Afrique ou en Asie, y compris par rapport aux représentants de la Commission européenne.

Il est assez étonnant d'entendre les propos des représentants de l'UDC qui est proche de l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) et de réaliser à quel point la neutralité pèse peu lorsque nous parlons du commerce des armes. Vous avez beau faire des contorsions pour essayer de vous donner une bonne conscience, en pensant que jamais des armes vendues par des entreprises suisses ne pourraient se retrouver dans un conflit civil en Afrique ou en Asie, vous savez pertinemment que la réalité est tout autre. En affaiblissant la limitation et les garde-fous contre l'exportation du matériel de guerre, on renforce évidemment le danger que ces risques se réalisent, comme l'histoire nous l'a appris. Par ricochet, la position de la Suisse en matière diplomatique sera affaiblie, pour offrir ses bons offices et pour promouvoir la paix, alors que c'est aussi l'une des valeurs qui figurent dans le mandat de la Confédération et du Département des affaires étrangères.

Nous ne menons pas ce débat au niveau de la Confédération, mais le canton de Vaud n'est pas seul au monde ; il fait partie de la Suisse. Nous devons donner à la diplomatie suisse un minimum de cohérence sur la scène internationale et c'est la raison pour laquelle je vous invite à soutenir le texte déposé par notre collègue Léonore Porchet.

M. Jean-Michel Dolivo (EàG) : — J'ai deux remarques. Premièrement, on fait comme s'il n'y avait jamais eu le scandale des Pilatus Porter ; on fait semblant qu'il n'y a pas de problème à l'exportation d'armes, et encore plus à l'exportation d'armes dans une zone de conflit. Tous les députés et tous les citoyens doivent le savoir : des armes suisses — en l'occurrence les Pilatus Porter — ont été utilisées par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud et par d'autres régimes qui mènent des guerres civiles ou des conflits armés. A l'époque, je m'en souviens, le Conseil fédéral avait dû reconnaître que c'était bien le cas. Alors ne dites pas qu'il est possible de contrôler et qu'avec toutes les cautions mises par la commission, on peut avoir la certitude que des armes ne seront pas utilisées ou ne mettront pas en cause la politique étrangère suisse.

Deuxième remarque : j'aimerais également souligner l'importance d'une telle initiative soutenue par différents groupes et différents milieux — pas seulement par le GSSA. L'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI) de Stockholm donne des chiffres très précis selon lesquels la Suisse est classée au onzième rang des plus grands exportateurs mondiaux d'armes ! Ce n'est pas rien pour un si petit pays, nous dit-on. Je ne m'honore nullement d'être un habitant de ce pays, dès lors qu'on sait, toujours d'après cet institut, que selon le nombre d'habitants, la Suisse est même le deuxième plus grand exportateur d'armes dans le monde ! Le SIPRI est un institut reconnu pour son expertise dans le domaine. Cela prouve qu'il y a là deux poids deux mesures chez ceux qui parlent de tradition humanitaire, mais soutiennent en même temps l'exportation d'armes dans des zones de conflit. C'est la raison pour laquelle il faut soutenir l'initiative.

M. Yvan Pahud (UDC) : — M. Buclin conseille à l'entreprise Ruag de se recycler dans la production de peluches Bisounours. (*Réactions dans la salle.*) Cette entreprise produit des armes et des munitions. Ses principaux clients sont des gouvernements qui souhaitent assurer la sécurité de leurs citoyens et des polices qui assurent également la sécurité des écoliers dans les pays en guerre ou celle des convois humanitaires. Ce commerce s'inscrit aussi dans la tradition humanitaire de la Suisse : il ne s'agit pas seulement de fournir des denrées ou du matériel à des populations opprimées, mais aussi d'assurer la sécurité des convois. Si la Suisse peut contribuer à fournir des armes et des munitions de bonne qualité aux polices qui assurent la sécurité de ces convois, je pense que c'est tout à son honneur. Je vous propose donc de refuser l'initiative.

M. Jean-Luc Chollet (UDC) : — Monsieur Dolivo, ne nous faites pas le coup du Pilatus Porter, je vous en prie. Si tous les mouvements terroristes, anarchistes, criminels, rançonneurs, voleurs, violeurs, pillards et j'en passe roulent majoritairement avec des voitures Toyota, allez-vous organiser un courant politique pour interdire les Toyota ? A l'évidence, non, car comme pour le Pilatus Porter, il y a une bonne utilisation de ces véhicules et de ces avions, pour des emplois humanitaires, altruistes et au service de notre prochain. De grâce, ne mélangeons pas tout !

Mme Léonore Porchet (VER) : — Je ne vais pas revenir sur tous les aspects du débat, mais puisque les sentiments ne sont pas suffisants lorsqu'il s'agit de vies humaines et que vous aimez les chiffres, je vais vous en rappeler quelques-uns. J'ai déjà rappelé que l'industrie d'exportation d'armes se porte très bien en Suisse. Il n'y a donc pas d'inquiétude à avoir pour les emplois de ce milieu économique. Je rappelle aussi que la Suisse a perdu trois points, en 2008, dans l'indice de paix dans le monde à cause de « son taux exceptionnellement élevé d'exportation d'armes par habitant ». On peut se fier de ce genre d'indice, mais ce n'est pas mon cas. Je suis fière d'être citoyenne d'un pays qui promeut la paix par son travail de neutralité et si, à cause d'une exportation d'armes de guerre exceptionnellement élevée par rapport au nombre d'habitants, nous perdons des points sur l'indice de la paix et donc de la crédibilité internationale lorsqu'il s'agit de négocier entre des pays en conflit, cela me préoccupe. Je pense que cela devrait préoccuper tous ceux qui sont inquiets pour la neutralité de la Suisse, tous ceux qui se sentent patriotes et libéraux.

Je rappelle également qu'il y a une incohérence entre les parties qui s'engagent fortement pour que la Suisse n'accueille pas trop de réfugiés, car vous savez que ce que l'on distribue en armes, on le récolte très souvent en réfugiés. Le canton de Vaud est le champion des renvois et son aide d'urgence ne fait qu'augmenter, ainsi que M. Leuba l'a rappelé récemment. Ces réfugiés, dont vous ne voulez pas, arrivent de contrées qui, pour certaines, pourraient recevoir des armes produites par la Suisse. Il y a donc là une incohérence.

En plus de notre attachement à la neutralité de la Suisse, j'en appelle aujourd'hui à la cohérence et à l'humanisme. Il ne s'agit pas seulement de sentiments ridicules ou des Bisounours : ce sont aussi des valeurs qui fondent l'engagement politique d'une grande partie de ce parlement.

M. Alexandre Rydlo (SOC) : — Je déclare mes intérêts : je suis peut-être de gauche, mais je suis officier supérieur à l'armée et j'ai plus de mille jours de service à mon actif dans les troupes de transmissions. Je soutiendrai cette initiative pour deux raisons : la première, pour des raisons éthiques. Cela me pose un problème qu'un pays, qui se veut le défenseur d'un certain nombre de valeurs humanistes, vende des armes dans des pays en conflit qui les utilisent mal. Cela me pose un autre problème lorsque j'imagine que des collègues, qui font leur service en tant qu'observateurs militaires de l'ONU à l'étranger, peuvent se retrouver sous le feu d'armes fabriquées en Suisse. Je pense en particulier aux grenades de type HG 85 que Ruag exporte dans nombre de pays et que l'on retrouve dans certains types de conflits armés. Ces grenades sont forcément exportées de manière illégale d'un pays à l'autre, par des canaux détournés. Cela me pose un problème, ainsi qu'à certains de mes collègues officiers engagés dans des conflits de ce type.

Pour revenir à la question d'un amalgame entre la nécessité d'exporter des armes dans certains pays et la capacité de défense de la Suisse, ou la force de son armée, j'estime que cet amalgame est faux et qu'il

n'entre absolument pas en ligne de compte dans la discussion que nous avons aujourd'hui. Parmi les armes que la Suisse produit dans ses différentes entreprises, certaines sont bonnes et vendues à des pays qui méritent de les acheter et qui ne vont pas les utiliser à mauvais escient ou contre des populations civiles. Notre armée achète principalement son matériel de défense à l'étranger, puisque l'armée suisse est une armée de défense avant d'être une armée d'attaque. La Suisse vend principalement des munitions de combat dans des pays qui se comportent bien, mais aussi dans des pays qui, malheureusement, se comportent moins bien. J'estime donc qu'un allègement de l'OMG serait une erreur pour la politique suisse de neutralité, tout comme l'amalgame dont je viens de parler. Je ne suis pas contre l'armée ; je suis officier supérieur et je défendrai l'initiative Léonore Porchet. On ne peut pas dire que ceux qui soutiennent cette initiative sont contre l'armée : ce serait un amalgame totalement faux.

M. Christian Van Singer (VER) : — Nombre d'entre vous s'opposent à la proposition, parce qu'ils prétendent que les intérêts de l'économie et les intérêts, pour l'armée, d'avoir une production d'armes suffisamment forte, en Suisse, doivent primer sur les considérations éthiques.

Il faut aussi considérer un autre élément et j'espère que nos collègues changeront d'avis en écoutant cet argument. La Suisse gagne près d'un franc sur deux à l'exportation, mais l'exportation d'armement ne représente que 0,25 % de toutes les exportations ! Pour faire plaisir, pour soi-disant renforcer cette faible partie de notre économie, nous sommes prêts à mettre en jeu la réputation de notre pays. Or, vous savez tous que ce qui compte, pour favoriser les exportations, c'est la qualité, le prix et l'image de marque du produit. Et en autorisant la vente d'armes à des pays en conflit interne, nous nuisons gravement à notre image de marque. C'est la raison pour laquelle, quelles que soient vos considérations sur l'importance de l'éthique par rapport à l'économie, je vous invite à soutenir la proposition Léonore Porchet et cela aussi dans l'intérêt bien compris de l'économie suisse.

M. Stéphane Rezzo (PLR) : — Je suis également un officier supérieur de l'armée suisse, mais je suis de droite et je suis opposé à l'initiative. Ce n'est pas parce que je suis favorable aux armes, mais dans notre pays dont la tradition industrielle est relativement ancienne, nous sommes producteurs de composants ou de sous-composants. Ils constituent parfois des armes, finalement, mais actuellement beaucoup d'entreprises romandes travaillent sur des sous-composants qui se retrouvent peut-être dans des armes, mais aussi dans l'électronique ou dans la technologie de pointe. En Suisse romande, nous ne fabriquons pas des canons ou des grenades. Nous fabriquons beaucoup de pièces de haute technologie qui se retrouveront dans des satellites ou dans des engins de télécommunications, aussi considérés pour des usages militaires. Alors d'accord, nous voulons être gentils, mais d'un autre côté, il s'agit aussi des emplois, dans nos régions. Il s'agit de haute technologie ; certains satellites ont aussi un usage militaire et de nombreuses entreprises du bassin lémanique sont actives dans ce domaine. En soutenant cette initiative, vous vous opposez à ces entreprises et à ces emplois à haute valeur ajoutée.

Encore une remarque sur le débat : nous avons l'habitude de refaire des débats qui ont déjà été tenus au Conseil communal de Lausanne, or pour une fois notre débat devrait avoir lieu au Conseil national ou au Conseil des Etats, à Berne, voire à l'ONU pour certaines parties. Notre Grand Conseil fait ainsi un grand écart entre la capitale vaudoise et Berne. Je vous propose de rejeter l'initiative Léonore Porchet.

M. Grégory Devaud (PLR) : — Ce débat reste tout à fait calme et serein, même s'il dure déjà depuis un moment et alors que certains avis sont tranchés, d'autres plus exploratoires et encore d'autres plus politisés. Une discussion en commission pourrait peut-être permettre de régler cette question. Je propose ainsi que nous votions le renvoi de l'initiative en commission. Je pense en effet qu'il serait intéressant de prolonger ce débat *manu militari* en commission.

La discussion est close.

Le président : — Je vais donc opposer la prise en considération immédiate au renvoi de l'initiative en commission.

Le renvoi en commission, opposé à la prise en considération immédiate, est préféré par 67 voix contre 66.

Un député demande le vote nominal.

Cette demande est soutenue par au moins 20 membres.

Le président : — Si vous soutenez le renvoi au Conseil d'Etat, vous votez oui. Si vous préférez le renvoi en commission, vous votez non. Les abstentions sont possibles.

Au vote nominal, le renvoi en commission, opposé à la prise en considération immédiate, est préféré par 68 voix contre 65.

(Voir annexe en fin de séance.)

L'initiative est renvoyée à l'examen d'une commission.